

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 18. Le Roi peut déterminer les conditions et les modalités selon lesquelles les informations enregistrées, conservées ou reproduites selon des procédés photographiques, optiques, électroniques ou par toute autre technique, ainsi que leur représentation sur un support lisible, ont valeur probante pour l'application de la sécurité sociale.

Art. 19. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 4 avril 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

Le Ministre des Pensions,

G. MOTTARD

Le Secrétaire d'Etat à la Politique des Handicapés,

R. DELIZEE

Le Secrétaire d'Etat des Pensions,

Mme L. DETIEGE

Scellé du sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

De Koning kan de voorwaarden en de modaliteiten bepalen waaronder de volgens fotografische, optische, elektronische of elke andere techniek opgeslagen, bewaarde of weergegeven informatiegegevens evenals hun weergave op een leesbare drager, bewijskracht hebben voor de toepassing der sociale zekerheid.

Art. 19. De Koning stelt voor iedere bepaling van deze wet de datum van inwerkingtreding vast.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril, 4 april 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK

De Minister van Pensioenen,

G. MOTTARD

De Staatssecretaris voor Gehandicaptenbeleid,

R. DELIZEE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

Mevr. L. DETIEGE

Met 's Lands zegel gezegeld,

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

F. 91 — 1620

21 MAI 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et de l'arrêté royal du 4 décembre 1990 portant exécution de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général, et modifiant certaines dispositions en matière de pensions pour travailleurs salariés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment les articles 16, § 2, 20, 23, 31, 3° et 53;

Vu la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général, notamment l'article 17;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment les articles 3, 9, § 5, 52, 55 et 57, tels qu'ils ont été modifiés par l'arrêté royal du 4 décembre 1990 et l'article 74 tel qu'il a été modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 8 août 1986;

Vu l'arrêté royal du 4 décembre 1990 portant exécution de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général, et modifiant certaines dispositions en matière de pensions pour travailleurs salariés.

N. 91 — 1620

21 MEI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en van het koninklijk besluit van 4 december 1990 tot uitvoering van de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van de werknemerspensioenen aan de evolutie van het algemeen welzijn en tot wijziging van sommige bepalingen inzake werknemerspensioenen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op de artikelen 16, § 2, 20, 23, 31, 3° en 53;

Gelet op de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van de werknemerspensioenen aan de evolutie van het algemeen welzijn, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op de artikelen 3, 9, § 5, 52, 55 en 57, zoals ze werden gewijzigd bij koninklijk besluit van 4 december 1990, en artikel 74, zoals het laatst werd gewijzigd bij koninklijk besluit van 8 augustus 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 december 1990 tot uitvoering van de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van de werknemerspensioenen aan de evolutie van het algemeen welzijn en tot wijziging van sommige bepalingen inzake werknemerspensioenen.

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national des pensions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'application de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général, ainsi que des dispositions prises en exécution de cette loi, nécessitent l'adaptation immédiate de certaines dispositions de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 3, alinéa 5, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux des 5 avril 1976 et 4 décembre 1990, les mots « 4, 3^o, a » sont supprimés.

Art. 2. Dans le texte néerlandais de l'article 9, § 5, alinéa 3, du même arrêté, les mots « echtgenoot of » sont remplacés par les mots « echtgenoot, behalve ».

Art. 3. L'article 52 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 52, § 1er. Une pension de survie accordée en vertu de l'arrêté royal n° 50 ou en vertu de la loi du 20 juillet 1990 ne peut être cumulée avec une ou plusieurs pensions de retraite ou tout autre avantage en tenant lieu, octroyés en vertu d'une législation belge ou étrangère ou en vertu d'un régime de pension du personnel d'une institution de droit international public, qu'à concurrence d'une somme égale à 110 % du montant de la pension de survie, accordée au conjoint survivant, multipliée par la fraction inverse de celle, limitée le cas échéant à l'unité, qui a été utilisée pour le calcul de la pension de retraite servant de base au calcul de la pension de survie.

§ 2. La pension de survie accordée en vertu de la loi du 20 juillet 1990 qui a été majorée du montant du supplément en application de l'article 4, § 1er, alinéa 5 ou qui a été calculée sur base d'une pension de retraite majorée du montant du supplément en application de l'article 3, § 6, ne peut non plus être cumulée avec une ou plusieurs pensions de retraite ou tout autre avantage en tenant lieu, octroyés en vertu d'une législation belge ou étrangère ou en vertu d'un régime de pension du personnel d'une institution de droit international public, qu'à concurrence d'une somme égale à 110 % du montant de la pension de survie, accordée au conjoint survivant, multipliée par la fraction inverse de celle, limitée le cas échéant à l'unité, qui a été utilisée pour le calcul de la pension de retraite servant de base au calcul de la pension de survie.

§ 3. Lors de la détermination de la somme et de la fraction visées aux §§ 1 et 2, et pour autant que ce mode de calcul soit plus favorable au conjoint survivant, il est exclusivement tenu compte des années d'occupation habituelle et en ordre principal.

§ 4. Sans préjudice des dispositions du § 3, il n'est pas tenu compte, lors de la détermination de la somme visée au § 2, du montant du supplément.

§ 5. Pour l'application des §§ 1 et 2, il n'est pas tenu compte de la pension de survie qui est octroyée au conjoint survivant d'un travailleur visé à l'article 3, § 7, de la loi du 20 juillet 1990 en vertu de la législation du pays d'occupation du travailleur décédé. »

Art. 4. L'article 55 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 55. Le montant de la pension de retraite visé à l'article 4, § 3, alinéa 1er, de la loi du 20 juillet 1990 qui sert de base au calcul de la pension de survie, est déterminé en multipliant le montant de la pension de retraite que le conjoint décédé aurait perçue pour le mois au cours duquel la pension de survie prend cours s'il n'était pas décédé, sans que soit appliquée la réduction éventuelle pour cause d'anticipation par :

— douze, lorsque le conjoint décédé bénéficiait d'une pension de retraite calculée au taux de 75 % des rémunérations réelles, fictives ou forfaitaires;

— quinze, dans les autres cas. »

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat een toepassing van de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van de werknemerspensioenen aan de evolutie van het algemeen welzijn, evenals van de in uitvoering van die wet genomen bepalingen, de onmiddellijke rechtzetting van sommige gewijzigde bepalingen van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers vereist;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en van Onze Staatssecretaris voor Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 april 1976 en 4 december 1990, worden de woorden « 4, 3^o, a » geschrapt.

Art. 2. In de Nederlandse tekst van artikel 9, § 5, derde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « echtgenoot of » vervangen door de woorden « echtgenoot, behalve ».

Art. 3. Artikel 52 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 52. § 1. Een krachtens het koninklijk besluit nr. 50 of krachtens de wet van 20 juli 1990 toegekend overlevingspensioen kan niet gecumuleerd worden met één of meer rustpensioenen of als zodanig geldende voordelen, toegekend krachtens een Belgische of buitenlandse wetgeving of krachtens een pensioenregeling van het personeel van een volkenrechtelijke instelling, tenzij ten bedrage van een som gelijk aan 110 % van het bedrag van het aan de langstlevende echtgenoot toegekende overlevingspensioen vermenigvuldigd met het omgekeerde van de eventueel tot de eenheid beperkte breuk die gebruikt werd voor de berekening van het rustpensioen dat als basis dient voor de berekening van het overlevingspensioen.

§ 2. Het krachtens de wet van 20 juli 1990 toegekend overlevingspensioen dat werd verhoogd met het bedrag van het supplement bij toepassing van artikel 4, § 1, vijfde lid of dat werd berekend op grond van een bij toepassing van artikel 3, § 6, met het bedrag van het supplement verhoogd rustpensioen, kan evenmin worden gecumuleerd met één of meer rustpensioenen of als zodanig geldende voordelen, toegekend krachtens een Belgische of buitenlandse wetgeving of krachtens een pensioenregeling van het personeel van een volkenrechtelijke instelling, tenzij ten bedrage van een som gelijk aan 110 % van het bedrag van het aan de langstlevende echtgenoot toegekende overlevingspensioen vermenigvuldigd met het omgekeerde van de eventueel tot de eenheid beperkte breuk die gebruikt werd voor de berekening van het rustpensioen dat als basis dient voor de berekening van het overlevingspensioen.

§ 3. Bij het vaststellen van de som en van de breuk beoogd in de §§ 1 en 2 wordt, zo deze wijze van berekenen gunstiger is voor de langstlevende echtgenoot, uitsluitend rekening gehouden met de jaren van gewoonlijke en hoofdzakelijke tewerkstelling.

§ 4. Onverminderd de bepalingen van § 3 wordt bij de vaststelling van de in § 2 beoogde som geen rekening gehouden met het bedrag van het supplement.

§ 5. Voor de toepassing van de §§ 1 en 2 wordt geen rekening gehouden met het overlevingspensioen dat aan de langstlevende echtgenoot van een bij artikel 3, § 7, van de wet van 20 juli 1990 bedoelde werknemer wordt toegekend krachtens de wetgeving van het land van tewerkstelling van de overleden werknemer. »

Art. 4. Artikel 55 van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 55. Het in artikel 4, § 3, eerste lid, van de wet van 20 juli 1990 beoogde bedrag van het rustpensioen dat tot basis dient voor de berekening van het overlevingspensioen wordt vastgesteld door het bedrag van het rustpensioen dat de overleden echtgenoot zou ontvangen hebben voor de maand tijdens welke het overlevingspensioen ingaat indien hij niet overleden was, zonder dat de eventuele vermindering wegens vervroeging wordt toegepast, te vermenigvuldigen met :

— twaalf, als de overleden echtgenoot een rustpensioen genoot berekend op basis van 75 % van de werkelijke, fictieve of forfaitaire lonen;

— vijftien, in de andere gevallen. »

Art. 5. Dans l'article 57, alinéa 3, du même arrêté, les mots « et le bénéficiaire d'une pension de retraite visé à l'article 3, § 6 » sont remplacés par les mots « et le bénéficiaire d'une pension visé à l'article 3, § 6 ou à l'article 4, § 1er, alinéa 5 ».

Art. 6. L'article 74 modifié par les arrêtés royaux des 11 février 1970, 3 décembre 1970, 20 septembre 1984 et 8 août 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 74. § 1er. Pour l'application du présent article, il y a lieu d'entendre :

1° par « pension de marié » du régime de pension des travailleurs salariés : la pension de retraite accordée dans ce régime au taux de 75 % des rémunérations brutes réelles, fictives et forfaitaires;

2° par « pension d'isolé » du régime de pension des travailleurs salariés : la pension de retraite accordée dans ce régime au taux de 60 % des rémunérations brutes réelles, fictives et forfaitaires;

3° par « pension de marié » et « pension d'isolé » d'un autre régime de pension que celui des travailleurs salariés : les pensions de retraite accordées dans ce régime suivant une distinction identique ou analogue à celle qui est faite aux 1° et 2°;

4° par « séparation de fait des conjoints », la situation qui naît :

a) lorsque les conjoints ont des résidences principales distinctes; cette situation peut être constatée par les inscriptions au registre de la population;

b) lorsqu'un des conjoints est détenu en prison, interné dans un établissement de défense sociale ou un dépôt de mendicité ou placé dans un établissement d'aliénés;

5° par « demandeur » : le conjoint séparé de corps ou séparé de fait dont le droit au paiement d'une partie de la pension accordée à son conjoint est examiné sur demande ou d'office.

§ 2. Le conjoint séparé de corps ou de fait peut obtenir le paiement d'une part de la pension de retraite de son conjoint pour autant :

a) qu'il n'ait pas été déchu de la puissance paternelle ni condamné pour avoir attenté à la vie de son conjoint;

b) que sa résidence à l'étranger ou l'application de l'article 70 ne fasse pas obstacle au paiement de la pension de travailleur salarié;

c) qu'il ait cessé toute activité professionnelle autre que celle qui est autorisée au sens de l'article 64 et qu'il ne jouisse pas d'une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité ou de chômage involontaire par application d'une législation belge ou étrangère de sécurité sociale ni d'une allocation pour cause d'interruption de carrière ou de réduction des prestations de travail;

d) qu'il ne jouisse pas d'une pension de retraite ou de survie ou d'un avantage en tenant lieu, en vertu d'un régime belge, en vertu d'un régime d'un pays étranger ou en vertu d'un régime applicable au personnel d'une institution de droit international public, d'un montant tel que l'application des §§ 3 et 4 n'aboutisse à aucun prélèvement en sa faveur sur la pension de son conjoint.

§ 3. A. Le demandeur qui ne peut prétendre à un des avantages visés au § 2, d ou dont le paiement de la pension est suspendu en application de l'article 21ter, 4°, ou en vertu du régime de pension des travailleurs indépendants, obtient le paiement de la moitié de la pension de marié allouable à son conjoint dans le régime de pension des travailleurs salariés.

Dans ce cas, la pension de marié est accordée au conjoint du demandeur. Toutefois, elle ne lui est payée qu'à concurrence de la moitié de son montant.

B. Lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article 3, § 8, de la loi du 20 juillet 1990, le demandeur obtient le paiement de la moitié de la pension de marié allouable à son conjoint dans le régime de pension des travailleurs salariés, diminuée du montant des avantages visés au § 2, d, dont le demandeur est en droit de bénéficier personnellement.

Dans ce cas, le conjoint du demandeur obtient le paiement de la moitié de la pension de marié sans que soit appliquée la déduction visée à l'article 3, § 8, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1990.

C. Le demandeur qui ne se trouve pas dans les situations visées au A et au B du présent paragraphe, peut, sans préjudice de l'application des dispositions du § 4, obtenir le paiement d'une part de la pension d'isolé de son conjoint dont le montant est égal à la moitié de la pension de marié de celui-ci dans le régime de pension des travailleurs salariés, diminuée du montant de la pension dont le demandeur est en droit de bénéficier personnellement dans ce régime.

Art. 5. In artikel 57, derde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « en de gerechtigde op een rustpensioen bedoeld in artikel 3, § 6 » vervangen door de woorden « en de gerechtigde op een pensioen bedoeld in artikel 3, § 6 of in artikel 4, § 1, vijfde lid ».

Art. 6. Artikel 74 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 februari 1970, 20 september 1984 en 8 augustus 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 74. § 1. Voor de toepassing van dit artikel moet worden verstaan onder :

1° « pensioen als gehuwde » in de pensioenregeling voor werknemers : het rustpensioen in deze regeling toegekend op basis van 75 % van de werkelijke, fictieve en forfaitaire brutolonen;

2° « pensioen als alleenstaande » in de pensioenregeling in de pensioenregeling van werknemers : het rustpensioen in deze regeling toegekend op basis van 60 % van de werkelijke, fictieve en forfaitaire brutolonen;

3° « pensioen als gehuwde » en « pensioen als alleenstaande » in een andere pensioenregeling dan die voor werknemers : de rustpensioenen in die regeling toegekend volgens een zelfde of gelijkaardig onderscheid als datgene dat gemaakt is in 1° en 2°;

4° « feitelijke scheiding van de echtgenoten » de toestand die ontstaat :

a) wanneer de echtgenoten onderscheiden hoofdverblijfplaatsen hebben; deze toestand kan worden vastgesteld aan de hand van de inschrijvingen in het bevolkingsregister;

b) wanneer één van de echtgenoten in de gevangenis is opgesloten, in een gesticht ter bescherming van de maatschappij of een bedelaarskolonie is opgenomen of in een instelling voor geestesziekten is geplaatst;

5° « aanvrager » : de van tafel en bed of feitelijk gescheiden echtgenoot voor wie het recht op uitkering van een gedeelte van het aan zijn echtgenoot toegekend pensioen onderzocht wordt, op aanvraag of ambtshalve.

§ 2. De van tafel en bed gescheiden of de feitelijk gescheiden echtgenoot kan de uitbetaling van een gedeelte van het rustpensioen van zijn echtgenoot verkrijgen voor zover :

a) hij niet van de ouderlijke macht werd ontzet of niet veroordeeld werd om zijn echtgenoot naar het leven te hebben gestaan;

b) zijn verblijf in het buitenland of de toepassing van artikel 70 geen beletsel vormt voor de uitbetaling van het werknemerspensioen;

c) hij alle andere dan toegelaten beroepsarbeid gestaakt heeft in de zin van artikel 64 en hij geen vergoeding geniet wegens ziekte, invaliditeit of onvrijwillige werkloosheid bij toepassing van een Belgische of buitenlandse wetgeving inzake sociale zekerheid noch een uitkering wegens loopbaanonderbreking of wegens het verminderen van de arbeidsprestaties.

d) hij geen rust- of overlevingspensioen of geen als zodanig geldend voordeel geniet krachtens een Belgische regeling, krachtens een regeling van een vreemd land of krachtens een regeling van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling, van een zodanig bedrag dat de toepassing van de §§ 3 en 4 niet tot een afhouding, te zijnen gunste, van het pensioen van zijn echtgenoot aanleiding zou geven.

§ 3. A. De aanvrager die geen aanspraak kan maken op één van de bij § 2, d, bedoelde voordelen of van wie de uitbetaling van het pensioen bij toepassing van artikel 21ter, 4°, of krachtens de pensioenregeling voor zelfstandigen werd geschorst, verkrijgt de betaling van de helft van het pensioen als gehuwde dat aan zijn echtgenoot in de pensioenregeling voor werknemers kan worden toegekend.

In dat geval, wordt het pensioen als gehuwde aan de echtgenoot van de aanvrager toegekend. Het wordt hem evenwel slechts tot beloop van de helft van het bedrag uitbetaald.

B. Wanneer de bepalingen van artikel 3, § 8, van de wet van 20 juli 1990 worden toegepast, bekomt de aanvrager de helft van het pensioen als gehuwde dat aan zijn echtgenoot in de pensioenregeling voor werknemers kan worden toegepast, verminderd met het bedrag van de voordelen bedoeld in § 2, d, waarop de aanvrager persoonlijk gerechtigd is.

In dat geval, verkrijgt de echtgenoot van de aanvrager de betaling van de helft van het pensioen als gehuwde, zonder dat de vermindering bedoeld bij artikel 3, § 8, tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 wordt toegepast.

C. De aanvrager, die zich niet in één van de toestanden bevindt, die worden beoogd onder A en B van deze paragraaf, kan, onverminderd de toepassing van de bepalingen van § 4, de uitbetaling van een gedeelte van het pensioen als alleenstaande van zijn echtgenoot verkrijgen, waarvan het bedrag gelijk is aan de helft van diens pensioen als gehuwde in de regeling voor werknemers, verminderd met het bedrag van het pensioen waarop de aanvrager persoonlijk gerechtigd is in deze regeling.

Dans ce cas et sans préjudice des dispositions du § 4, la pension d'isolé est accordée au conjoint du demandeur et elle est, lors du paiement, diminuée du montant de l'avantage payé au demandeur en application de l'alinéa précédent.

§ 4. Lorsque les avantages du demandeur prévus au § 2, d ajoutés aux avantages de conjoint séparé dans le régime de pension des travailleurs salariés et dans celui des travailleurs indépendants, excèdent la moitié du montant total des pensions de marié que son conjoint peut obtenir dans ces mêmes régimes, et lorsqu'il y aurait lieu, en application du § 3, C, de payer dans le régime de pension des travailleurs salariés un montant plus élevé à titre de conjoint séparé que dans le régime de pension des travailleurs indépendants, la part qui devrait être payée au demandeur est diminuée du montant qui excède la moitié susmentionnée.

Dans le cas où le conjoint du demandeur bénéficie exclusivement d'une pension dans le régime de pension des travailleurs salariés et lorsque les avantages du demandeur prévus au § 2, d, ajoutés à l'avantage à titre de conjoint séparé dans le régime de pension des travailleurs salariés excèdent la moitié de la pension de marié que son conjoint peut obtenir dans ce régime, la part qui pourrait être payée au demandeur est diminuée du montant qui excède la moitié susmentionnée.

§ 5. L'application du § 2, d, il n'est pas tenu compte des avantages qui sont accordés au demandeur à titre de conjoint séparé en vertu d'un autre régime de pension.

Pour l'application des §§ 2 et 3, il n'est pas tenu compte des avantages dont bénéficie le conjoint du demandeur dans un régime de pension autre que ceux visés au § 4.

§ 6. Lorsqu'un des conjoints néglige de faire valoir ses droits à une pension de retraite quoiqu'ayant atteint l'âge de 65 ans et ayant cessé toute activité professionnelle ou poursuivant une activité professionnelle qui conformément à l'article 64 n'empêche pas le paiement de tout ou partie de sa pension, l'autre conjoint peut en ses lieu et place introduire une demande de pension afin d'obtenir le paiement à son profit de la part de pension à laquelle il a droit en vertu des §§ 3 et 4.

§ 7. Lorsque la pension cesse d'être payée à son conjoint par application de l'article 70 ou lorsque la pension n'est pas payée au conjoint parce qu'il ne réside pas en Belgique, la part à laquelle l'autre conjoint a droit en vertu des §§ 3, 4 ou 6, continue à lui être payée.

§ 8. Les dispositions des §§ 1 à 5 au profit du conjoint séparé de corps ou séparé de fait susceptible d'obtenir une partie de la pension de son conjoint s'appliquent d'office :

1° lorsque son conjoint bénéficie d'une pension de marié au moment de la séparation;

2° lorsque la séparation intervient entre la date de la notification de la décision administrative ou juridictionnelle et la date de prise de cours de la pension de son conjoint;

3° lorsque la séparation intervient au moment où la demande de pension de son conjoint est à l'examen devant une instance administrative ou juridictionnelle;

4° lorsque, au moment où son conjoint introduit sa demande de pension, lui-même jouissait déjà d'une pension d'isolé dans le régime des travailleurs salariés ou dans le régime des travailleurs indépendants, ou d'un revenu garanti aux personnes âgées, ou qu'une demande introduite à cette fin était à l'examen devant une instance administrative ou juridictionnelle;

5° lorsqu'au moment de la séparation, chacun des conjoints bénéficiait d'une pension d'isolé dans le régime des travailleurs salariés ou dans le régime des travailleurs indépendants;

6° lorsque son conjoint se trouve dans une des situations visées au § 1^{er}, 4^o, b, même si celle-ci remonte avant l'introduction de sa demande.

§ 9. L'application du § 6 ainsi que celle des §§ 1^{er} à 5, dans les cas qui ne sont pas visés au § 8, se fait sur demande.

Cette demande est introduite dans les formes fixées par les articles 10 et suivants.

La demande produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle est introduite.

La demande de pension de retraite valablement introduite vaut demande à titre de conjoint séparé.

La demande à titre de conjoint séparé, valablement introduite dans le régime de pension des travailleurs indépendants ou la demande valable de revenu garanti aux personnes âgées, vaut demande dans le régime de pension des travailleurs salariés.

In dat geval, en onverminderd de bepalingen van § 4, wordt het pensioen als alleenstaande aan de echtgenoot van de aanvrager toegekend, en wordt het bij de uitbetaling verminderd met het bedrag van het voordeel dat aan de aanvrager wordt uitbetaald bij toepassing van het vorig lid.

§ 4. Wanneer de in § 2, d, bepaalde voordelen van de aanvrager, samen met de voordelen als gescheiden echtgenoot in de pensioenregeling voor werknemers en in die voor zelfstandigen, de helft overschrijden van het totaal bedrag van de pensioenen als gehuwde die zijn echtgenoot in diezelfde regelingen kan verkrijgen, en wanneer bij toepassing van § 3, C, in de pensioenregeling voor werknemers een hoger bedrag als gescheiden echtgenoot zou moeten worden uitbetaald dan in de pensioenregeling voor zelfstandigen, wordt het gedeelte dat aan de aanvrager zou moeten worden uitbetaald, verminderd met het bedrag dat bovengenoemde helft overschrijdt.

Indien de echtgenoot van de aanvrager uitsluitend in de pensioenregeling voor werknemers een pensioen geniet en wanneer de in § 2, d, bepaalde voordelen van de aanvrager, samen met het voordeel als gescheiden echtgenoot in de pensioenregeling voor werknemers, de helft overschrijden van het pensioen als gehuwde dat de echtgenoot in deze regeling kan verkrijgen, wordt het gedeelte dat aan de aanvrager zou kunnen worden uitbetaald, verminderd met het bedrag dat de bovengenoemde helft overschrijdt.

§ 5. Voor de toepassing van § 2, d, wordt geen rekening gehouden met de voordelen die krachtens een andere pensioenregeling aan de aanvrager als gescheiden echtgenoot worden toegekend.

Voor de toepassing van de §§ 2 en 3, wordt geen rekening gehouden met de voordelen die de echtgenoot van de aanvrager geniet in een andere pensioenregeling dan die bedoeld bij § 4.

§ 6. Wanneer een van de echtgenoten nalaat zijn rechten op een rustpensioen te laten gelden alhoewel hij de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt en alle beroepsarbeid heeft stopgezet of een beroepsarbeid uitoefent die overeenkomstig artikel 64 de gehele of gedeeltelijke uitbetaling van zijn pensioen niet verhindert, mag de andere echtgenoot in zijn plaats een pensioenaanvraag indienen om te zijnen gunste de uitbetaling te verkrijgen van het gedeelte van het pensioen waarop hij krachtens de §§ 3 en 4 recht heeft.

§ 7. Wanneer het pensioen aan zijn echtgenoot niet meer wordt uitbetaald bij toepassing van artikel 70 of wanneer het pensioen aan de echtgenoot niet wordt uitbetaald omdat hij niet in België verblijft, wordt het gedeelte waarop de andere echtgenoot krachtens de §§ 3, 4 of 6 recht heeft, verder uitbetaald.

§ 8. De bepalingen van de §§ 1 tot 5 ten voordele van de van tafel en bed of feitelijk gescheiden echtgenoot die een gedeelte van het pensioen van zijn echtgenoot kan verkrijgen, vinden van ambtswege toepassing :

1° wanneer zijn echtgenoot op het ogenblik van de scheiding een pensioen als gehuwde geniet;

2° wanneer de scheiding zich voordoet tussen de datum van de kennisgeving van de administratieve of rechterlijke beslissing en de ingangsdatum van het pensioen van zijn echtgenoot;

3° wanneer de scheiding zich voordoet op het ogenblik dat de pensioenaanvraag van zijn echtgenoot voor onderzoek bij een administratieve of rechterlijke instantie aanhangig is.

4° wanneer, op het ogenblik dat zijn echtgenoot zijn pensioenaanvraag indient, hijzelf reeds een pensioen als alleenstaande in de regeling voor werknemers of voor zelfstandigen of een gewaarborgd inkomen voor bejaarden genoot of wanneer een daartoe ingediende aanvraag voor onderzoek bij een administratieve of rechterlijke instantie aanhangig was;

5° wanneer, op het ogenblik van de scheiding, ieder van de echtgenoten een pensioen als alleenstaande genoot in de regeling voor werknemers of in de regeling voor zelfstandigen;

6° wanneer zijn echtgenoot zich in één van de in § 1, 4^o, b, bedoelde toestand bevindt, zelfs indien deze teruggaat tot vóór de indiening van zijn aanvraag.

§ 9. De toepassing van § 6, alsook die van §§ 1 tot 5, wanneer het geen in § 8 beoogde gevallen betreft, geschiedt op aanvraag.

Deze aanvraag wordt ingediend in de vormen vastgesteld in de artikelen 10 en volgende.

De aanvraag heeft uitwerking de eerste dag van de maand die volgt op die waarin zij is ingediend.

De geldig ingediende aanvraag om rustpensioen geldt als aanvraag in hoedanigheid van gescheiden echtgenoot.

De aanvraag in hoedanigheid van gescheiden echtgenoot, die geldig is ingediend in de pensioenregeling voor zelfstandigen, of de geldige aanvraag om gewaarborgd inkomen voor bejaarden, geldt als aanvraag in de pensioenregeling voor werknemers.

§ 10. Le conjoint qui demande l'application du présent article et qui peut prétendre à un ou plusieurs des avantages visés au § 2, d, est tenu d'en faire la demande; il ne doit toutefois pas en demander la prise de cours anticipée.

§ 11. Durant la période où le conjoint séparé n'a pas droit à une partie de la pension de retraite de son conjoint, il est payé, à celui-ci, une prestation égale au montant de la pension qui pourrait lui être allouée comme isolé. »

Art. 7. Dans l'article 50, § 2, 1^o de l'arrêté royal du 4 décembre 1990 portant exécution de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général, et modifiant certaines dispositions en matière de pensions pour travailleurs salariés est complété in limine des mots « -l'article 3, alinéa 5 ».

Art. 8. Les dispositions de l'article 74 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 telles qu'elles étaient libellées avant leur modification par le présent arrêté restent d'application lorsque la pension du conjoint a pris cours effectivement et pour la première fois avant le 1^{er} janvier 1991.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Art. 10. Notre Ministre des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,

G. MOTTARD

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
Mme L. DETIEGE

§ 10. De echtgenoot die de toepassing van dit artikel aanvraagt en die op één of meer in § 2, d, bepaalde voordelen aanspraak kan maken, moet daartoe een aanvraag indienen; hij moet evenwel niet vragen dat zij vervroegd zouden ingaan.

§ 11. Gedurende de periode tijdens welke de gescheiden echtgenoot geen recht heeft op een gedeelte van het rustpensioen van zijn echtgenoot, wordt aan deze laatste een uitkering betaald die gelijk is aan het bedrag van het pensioen als alleenstaande dat hem zou kunnen worden toegekend. »

Art. 7. In artikel 50, § 2, 1^o van het koninklijk besluit van 4 december 1990 tot uitvoering van de wet van 20 juli 1990 tot instelling van een flexibele pensioenleeftijd voor werknemers en tot aanpassing van de werknemerspensioenen aan de evolutie van het algemeen welzijn, en tot wijziging van sommige bepalingen inzake werknemerspensioenen, worden in limine de woorden « -artikel 3, vijfde lid » toegevoegd.

Art. 8. De bepalingen van artikelen 74 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 zoals zij gesteld waren vóór hun wijziging door dit besluit, blijven van toepassing als het rustpensioen van de echtgenoot van de aanvrager daadwerkelijk en voor de eerste maal is ingegaan vóór 1 januari 1991.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 10. Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,

G. MOTTARD

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
Mevr. L. DETIEGE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 91 — 1621 (91 — 1310)

18 AVRIL 1991. — Arrêté royal fixant les normes auxquelles le service de cathétérisme cardiaque doit répondre pour être agréé comme service médico-technique lourd au sens de l'article 44 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987. — Errata

Moniteur belge du 24 mai 1991 :

Dans l'article 8, c) du texte néerlandais de cet arrêté la mention « bloedstofsaturatie » doit être remplacée par la mention « zuurstofsaturatie ».

Dans l'article 12, § 2 du texte français de cet arrêté, la mention « en présence d'un cardiologue » est remplacée par la mention « en présence d'un radiologue ».

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 91 — 1621 (91 — 1310)

18 APRIL 1991. — Koninklijk besluit tot bepaling van de normen waaraan de hartcatheterisatiedienst moet voldoen om erkend te worden als zware medisch-technische dienst zoals bedoeld in artikel 44 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987. — Errata

Belgisch Staatsblad van 24 mei 1991 :

In artikel 8, c) van de Nederlandse tekst van dit besluit wordt de vermelding « bloedstofsaturatie » vervangen door de vermelding « zuurstofsaturatie ».

In artikel 12, § 2 van de Franse tekst van dit besluit wordt de vermelding « en présence d'un cardiologue » vervangen door de vermelding « en présence d'un radiologue ».

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 91 — 1622

31 MAI 1991. — Arrêté royal relatif au registre central du commerce

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964, modifiées notamment par la loi du 10 octobre 1967, l'arrêté royal n° 56 du 10 novembre 1967, les lois des 1^{er} avril 1969, 6 mars 1973, 8 juillet 1975, 14 juillet 1976, 4 août 1978, 10 mars 1983, l'arrêté royal n° 506 du 31 décembre 1986 et les lois des 12 juillet 1989 et 29 décembre 1990;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 91 — 1622

31 MEI 1991. — Koninklijk besluit betreffende het centraal handelsregister

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964, inzonderheid gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, het koninklijk besluit nr. 56 van 10 november 1967, de wetten van 1 april 1969, 6 maart 1973, 8 juli 1975, 14 juli 1976, 4 augustus 1978, 10 maart 1983, het koninklijk besluit nr. 506 van 31 december 1986 en de wetten van 12 juli 1989 en 29 december 1990;